
 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction Générale de l'Administration</p> <p>Sous-direction du Développement professionnel et des relations sociales</p> <p>Bureau des affaires statutaires et réglementaires</p> <p>Adresse : 78, rue de Varenne</p> <p>Suivi par : Isabelle CENZATO</p> <p>Tél : 01.49.55.83.21 Fax : 01.49.55.83.20 Réf. Interne : Réf. Classement :</p>	<p>NOTE DE SERVICE</p> <p>DGA/SDDPRS/N2001-1139</p> <p>Date : 02 MAI 2001</p>
--	--	--

Date de mise en application : immédiat

Annule et remplace :

Date limite de réponse

 Nombre d'annexes : 1

Objet : Modification des zones d'indemnité de résidence

Bases juridiques : Décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié

Résumé : La circulaire Fonction publique/Budget du 12 mars 2001 a pour objet de tenir compte des modifications intervenues d'une part dans la composition des agglomérations urbaines lors du recensement de mars 1999 et d'autre part dans la composition des agglomérations nouvelles entre le 1^{er} janvier 1991 et le 1^{er} janvier 2000. Elle remplace la circulaire FP/7 n°1776 et Budget 2A n°87 du 25 septembre 1991.

La liste des communes bénéficiant d'un reclassement au regard du taux d'indemnité de résidence est jointe en annexe.

Le Directeur Général de l'Administration

Christian de Lavernée

Mots-clés :

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">- Administration centrale- Services déconcentrés- Ets d'enseignement- Ets publics	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none">- syndicats

PARIS, le 12 MAR 2001

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

Direction générale de l'administration
et de la fonction publique

FP/7 n° 1996

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Direction du budget

2B n° - 00-1235

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat

et

la secrétaire d'Etat au budget

à

Mesdames et Messieurs les ministres
et secrétaires d'Etat

NOR: F P P A 0 1 0 0 0 2 5 C

OBJET : modification des zones d'indemnité de résidence.

P.J. : 2

Le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation dispose en son article 9 :

« ... Les agents affectés dans une commune faisant partie d'une même agglomération urbaine multicommunale délimitée lors du dernier recensement de population effectué par l'Institut national de la statistique et des études économiques bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de la dite agglomération ».

.../...

« Les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre d'une agglomération nouvelle définie par décret institutif pris en application de la loi du 10 juillet 1970 bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de ladite agglomération ».

La présente circulaire a pour objet de tenir compte des modifications intervenues d'une part dans la composition des agglomérations urbaines lors du recensement de mars 1999 et d'autre part dans la composition des agglomérations nouvelles entre le 1^{er} janvier 1991 et le 1^{er} janvier 2000. Elle remplace la circulaire FP/7 n° 1776 et Budget 2A n° 87 du 25 septembre 1991.

Vous trouverez en annexe I la liste des communes bénéficiant d'un reclassement au regard du taux d'indemnité de résidence.

En annexe II figure la liste des communes réparties dans les zones de salaires telles qu'elles avaient été fixées au 1^{er} janvier 1963. Conformément au décret n° 83-956 du 2 novembre 1983, il est rappelé que, à compter du 1^{er} novembre 1983, l'indemnité de résidence est calculée en fonction des taux ci-après :

Zones de salaires fixées au 1 ^{er} janvier 1963 (décret n° 62-1263 du 30.10.62)	Zones d'abattement	Zones d'indemnité de résidence	Taux de l'indemnité de résidence 1 ^{er} novembre
- sans abattement	0	1 ^{ère}	3 %
- comportant un abattement de 2,22 %	2	2 ^{ème}	1 %
- comportant un abattement de 3,11 %, 3,56 %, 4 %, 5 %, ou 6%.	3	3 ^{ème}	0 %

La date d'effet est fixée au 1^{er} janvier 2000.

Le ministre de la fonction publique et
de la réforme de l'Etat

La secrétaire d'Etat au budget

Pour la Secrétaire d'Etat et par délégation
La Directrice du Budget

S. Mahieux

Sophie MAHIEUX

Pour le Ministre
et par délégation
Le Directeur général de l'Administration
et de la Fonction Publique

Gilbert Santel
Gilbert SANTEL

ANNEXE I

Liste des communes bénéficiant d'un reclassement à compter du 1^{er} janvier 2000

- Ain (01)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Lyon :
Toussieux.

- Alpes-maritimes (06)

- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Nice :
Aspremont, Berre-les-Alpes, Castagniers, Châteauneuf-Villevieille.

- Bouches-du-Rhône (13)

- Communes à reclasser en 1^{ème} zone par alignement sur Marseille-Aix-en-Provence :
Eguilles, Saint-Marc-Jaumegarde, Tholonet (Le).
- Communes à reclasser en 1^{ème} zone par alignement sur Toulon :
Ceyreste, Ciotat (La).
- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Salon-de-Provence :
Barben (La).

- Haute-Corse (2B)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur l'Ile Rousse :
Monticello.
- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Penta-di-Casinca :
Castallare-di-Casinca, Taglio-Isolaccio, Talasani.

- Finistère (29)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Brest :
Loperhet.

- Gard (30)

- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Nîmes :
Caissargues, Vestric-et-Candiac.
- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Vergèze :
Mus.

- Hérault (34)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Béziers :
Boujan sur Libron.
- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Montpellier :
Grabels, Saint-Jean-de-Védas.
- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Valras-Plage :
Sauvian, Sérignan.

- Moselle (57)

- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Metz :
Fèves, Hauconcourt, Semécourt.

- Pas-de-Calais (62) :

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Douai-Lens :
Vitry-en-Artois.
- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Marquise :
Leulinghen-Bernes.

- Bas-Rhin (67)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Strasbourg :
Achenheim.

- Haut-Rhin (68)

- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Mulhouse :
Baldersheim, Pulversheim.

-Rhône (69)

- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Lyon :
Ambérieux, Anse, Belmont d'Azergues, Chasselay, Chazay d'Azergues, Chères
(les), Civrieux d'Azergues, Dommartin, Lentilly, Lissieu, Lozanne, Lucenay,
Marcilly d'Azergues, Morancé, Orléanas, Saint-Jean-des-Vignes.

- Seine-Maritime (76)

- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Caudebec-en-Caux :
Trait (Le).
- Commune à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Le Havre :
Manéglise.
- Communes à reclasser en 2^{ème} zone par alignement sur Rouen :
Belbeuf, Boos.

- Seine-et-Marne (77)

- Commune à reclasser en 1^{ère} zone par alignement sur Le Pin :
Villevaudé.

- Yvelines (78)

- Commune à reclasser en 1^{ère} zone par alignement sur Paris :
Saint-Rémy-l'Honoré.

- Var (83)

- Communes à reclasser en 1^{ère} zone par alignement sur Toulon :
Belgentier, Le Beausset, La Cadière d'Azur, Le Castellet, Evenos.
- Commune à reclasser en 1^{ère} zone par alignement sur Marseille-Aix-en-
Provence :
Saint-Zacharie.

- Essonne (91)

- Commune à reclasser en 1^{ère} zone par alignement sur Limours :
Forges-les-Bains.